

GENERAL AGREEMENT ON

TARIFFS AND TRADE

RESTRICTED

COM.TEX/SB/1302

28 September 1987

Special Distribution

Textiles Surveillance Body

Original: French*

ARRANGEMENT REGARDING INTERNATIONAL TRADE IN TEXTILES

Notification under Article 4:4

Bilateral Agreement between the EEC and Romania

The Textiles Surveillance Body received a notification from the EEC of a bilateral agreement concluded with Romania and in de facto application with effect from 1 January 1987 to 31 December 1991.¹

The TSB, pursuant to² its procedures regarding bilateral agreements notified under Article 4,² has examined the relevant documentation and is forwarding the text of the notification to participating countries for their information.³

¹The previous bilateral agreement, modifications and an additional protocol to it are contained in COM.TEX/SB/928, 929, 993, 994, 995 and 1223.

²See COM.TEX/SB/35, Annex B

³For the TSB's observations on this agreement see COM.TEX/SB/1306.

*The official English version of this agreement will be circulated when supplied by the EEC.

ACCORD
ENTRE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE
ET LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE
SUR LE COMMERCE DES PRODUITS TEXTILES

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,
d'une part,

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE,
d'autre part,

DESIREUX de promouvoir, dans une perspective de coopération permanente et dans des conditions assurant toute sécurité dans les échanges, l'expansion réciproque et le développement ordonné et équitable du commerce des produits textiles entre la Communauté économique européenne, ci-après dénommée "Communauté", et la République socialiste de Roumanie ci-après dénommée "Roumanie",

DECIDES à tenir le plus grand compte des problèmes économiques et sociaux que connaît actuellement l'industrie textile des pays importateurs et exportateurs, et, en particulier à éliminer les risques réels de distorsion du marché communautaire et de perturbation du commerce des produits textiles de Roumanie,

VU l'arrangement concernant le commerce international des textiles, ci-après dénommé "arrangement de Genève", et notamment son article 4, les modalités de renouvellement dudit arrangement définies dans le protocole portant prorogation de l'arrangement.

AGISSANT en tant que participants à l'arrangement de Genève,

ONT DECIDE de conclure le présent accord et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires:

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES:

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE:

QUI SONT CONVENUS DE CE QUI SUIVIT:

SECTION I

RÉGIME DES ECHANGES

ARTICLE 1

1. Le présent accord s'applique au commerce des produits textiles de coton, de laine ou de poils fins, de fibres textiles synthétiques ou artificielles originaires de la Roumanie qui sont énumérés dans l'annexe I.

2. Le classement des produits couverts par le présent accord est fondé sur la nomenclature du tarif douanier commun ainsi que sur la nomenclature des marchandises pour les statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses Etats membres (Nimexe).

Dès l'entrée en vigueur de la Convention Internationale sur le Système Harmonisé de désignation et codification des marchandises (S.H.), ce classement sera fondé sur le Système Harmonisé et sur les nomenclatures communautaires basées sur celui-ci.

3. L'origine des produits couverts par le présent accord est déterminée suivant les dispositions en vigueur dans la Communauté.

Les modifications apportées à ces règles d'origine sont communiquées à la Roumanie et ne doivent pas avoir pour effet de réduire les limites quantitatives fixées dans l'annexe II.

Les modalités de contrôle de l'origine des produits visés ci-dessus sont définies dans le protocole A.

ARTICLE 2

1. La Roumanie convient de fixer et de maintenir, pour chaque année civile, des limites quantitatives à l'exportation de ses produits vers la Communauté, conformément au tableau figurant à l'annexe II.

2. Sous réserve des dispositions de l'article 5 et sans préjudice du régime quantitatif applicable aux produits faisant l'objet des opérations visées à l'article 3 paragraphe 4, la Communauté s'engage, pour les produits couverts par le présent accord, à suspendre l'application des restrictions quantitatives à l'importation actuellement en vigueur et à ne pas introduire de nouvelles restrictions quantitatives aux termes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ainsi que de l'article 3 de l'arrangement de Genève.

3. Sont interdites les mesures d'effet équivalent aux restrictions quantitatives à l'importation dans la Communauté des produits couverts par le présent accord.

ARTICLE 3

1. Les exportations de tissus de fabrication artisanale, obtenus sur des métiers actionnés à la main ou au pied, d'articles d'habillement ou autres articles textiles obtenus ou cousus à la main à partir de ces tissus, et de produits artisanaux relevant du folklore traditionnel ne sont pas soumises à des limites quantitatives, pour autant que ces produits répondent aux conditions fixées au protocole B.

2. Les importations dans la Communauté de produits textiles couverts par le présent accord ne sont pas soumises aux limites quantitatives établies à l'annexe II, pour autant qu'elles soient déclarées comme étant destinées à la réexportation, en dehors de la Communauté, soit en l'état, soit après transformation, dans le cadre du régime administratif de contrôle existant dans la Communauté.

Toutefois, la mise à la consommation de produits importés aux conditions visées ci-dessus est subordonnée à la présentation d'une licence d'exportation délivrée par les autorités roumaines ainsi qu'à la justification de l'origine dans les conditions fixées au protocole A.

3. Lorsque les autorités compétentes de la Communauté ont la preuve que des produits textiles importés ont été imputés sur une des limites quantitatives fixées en vertu du présent accord, mais ont ensuite été réexportés en dehors de la Communauté, les autorités compétentes en cause informent dans les quatre semaines les autorités roumaines des quantités en question et autorisent l'importation de quantités identiques des mêmes produits, sans imputation sur ladite limite quantitative fixée pour l'année en cours ou l'année suivante.

4. Les réimportations dans la Communauté des produits textiles repris à l'annexe I, réalisées après perfectionnement en Roumanie de marchandises temporairement exportées par la Communauté, ne sont pas soumises aux limites quantitatives établies en vertu du présent accord pour autant qu'elles soient effectuées conformément aux règlements sur le perfectionnement passif économique en vigueur dans la Communauté.

ARTICLE 4

1. L'utilisation par anticipation d'une partie d'une limite quantitative fixée pour l'année suivante est autorisée pour chaque catégorie de produits à concurrence de 5 % de la limite quantitative de l'année en cours.

Les livraisons anticipées sont déduites des limites quantitatives prévues pour l'année suivante.

2. Le report, sur la limite quantitative correspondante de l'année suivante, des quantités qui restent inutilisées au cours d'une année est autorisé à concurrence de 7 % de la limite quantitative de l'année en cours.

3. Les transferts en ce qui concerne le groupe I ne sont admis que dans les cas suivants:

- les transferts entre catégories 2 et 3 peuvent être effectués à concurrence de 4 % de la limite quantitative de la catégorie de destination;
- les transferts entre les catégories 4, 5, 6, 7 et 8 peuvent être effectués à concurrence de 4 % de la limite quantitative de la catégorie de destination.

Les transferts vers chacune des catégories des groupes II et III, peuvent être effectués à partir de chacune des catégories des groupes I, II et III à concurrence de 5 % de la limite quantitative de la catégorie de destination.

4. Le tableau des équivalences applicable aux transferts ci-dessus est repris à l'annexe I.

5. L'application cumulée au cours d'une même année des dispositions prévues aux paragraphes 1, 2 et 3 ne pourra donner lieu, pour une catégorie de produits déterminés, à une augmentation supérieure à:

- 13 % pour les catégories de produits du groupe I;
- 13,5 % pour les catégories de produits des groupes II et III.

6. Lors du recours aux dispositions des paragraphes 1, 2 et 3, les autorités roumaines notifieront préalablement ce recours à la Communauté.

ARTICLE 5

1. Si un produit textile couvert par le présent accord, originaire et en provenance de la Roumanie, est importé dans la Communauté à un prix anormalement bas, au-dessous du niveau normal de concurrence, tel qu'il cause ou menace de causer un préjudice grave aux producteurs de la Communauté de produits similaires ou directement concurrentiels, la Communauté peut demander d'entrer en consultations avec la Roumanie.

2. Si, à l'issue de ces consultations, il est reconnu que la situation visée au paragraphe 1 existe, la Roumanie prendra toutes les mesures nécessaires qui éviteront le préjudice.

3. Dans le cas où l'on ne parviendrait pas à un accord au cours des consultations mentionnées ci-dessus dans un délai de trente jours à compter de la date de la demande de la Communauté, la Communauté pourra suspendre temporairement la délivrance du document qui permet l'importation du produit en question effectuée aux prix qui ont amené la Communauté à rechercher des consultations avec la Roumanie.

4. Dans des circonstances tout à fait inhabituelles et critiques, lorsque les importations dans la Communauté d'un produit textile roumain, effectuées à des prix anormalement bas, seraient de nature à causer des dommages auxquels il serait difficile de porter remède, les parties procéderont à des consultations d'urgence qui devront se tenir dans un délai maximum de cinq jours ouvrables, à partir du jour de la notification par la Communauté de la demande de consultation.

Si, dans ce délai de cinq jours ouvrables, les parties n'arrivent pas à un accord mutuellement acceptable permettant de faire face à la situation, la Communauté pourra suspendre la délivrance des documents qui permettent l'importation du produit en cause.

5. Au cas où la Communauté aurait recours aux mesures visées aux paragraphes ci-dessus, la Roumanie peut demander, à tout moment, l'ouverture de consultations en vue d'examiner la possibilité de modifier ces mesures lorsque les causes qui les ont justifiées n'existent plus.

6. Aux fins du présent article, afin de déterminer si le prix d'un produit textile est anormalement bas, au-dessous du niveau normal de concurrence, ce prix sera comparé à la fois:

- aux prix des produits nationaux similaires à un stade de commercialisation comparable sur le marché du pays importateur;
- aux prix généralement pratiqués pour les produits similaires vendus dans des conditions ordinaires par d'autres pays exportateurs sur le marché du pays importateur, et
- aux prix les plus bas pratiqués par un pays tiers pour le même produit dans les trois mois précédant la demande de consultation, et n'ayant pas entraîné l'adoption d'une mesure quelconque par la Communauté.

SECTION II

GESTION DE L'ACCORD

ARTICLE 6

1. Les exportations des produits textiles couverts par le présent accord, qui font l'objet de limites quantitatives, sont soumises à un système de double contrôle dont les modalités sont définies au protocole A.

2. Les autorités compétentes des Etats membres sont tenues d'octroyer automatiquement les documents ou autorisations d'importation dans un délai maximum de cinq jours ouvrables à compter de la présentation de la demande introduite par l'importateur aux conditions fixées au protocole A.

Les documents ou autorisations d'importation mentionnés ci-dessus ont une validité de six mois.

ARTICLE 7

1. Pour les exportations des produits textiles, qui ne sont pas soumises aux limites quantitatives établies à l'annexe II, les dispositions suivantes sont d'application.

2. La Communauté peut demander l'ouverture de consultations suivant les modalités établies à l'article 14, en vue de parvenir à un accord sur un niveau de limitation approprié pour les produits de l'une des catégories non soumises aux limites quantitatives établies à l'annexe II, lorsqu'elle constate, dans le cadre du système de contrôle administratif mis en place, que le niveau des importations d'une de ces catégories originaires de Roumanie dépasse, par rapport au volume total des importations de l'année précédente dans la Communauté des produits de ladite catégorie, le taux de:

- 0,4 % si la catégorie de produits relève du groupe I;
- 2,4 % si la catégorie de produits relève du groupe II;
- 8 % si la catégorie de produits relève du groupe III;

3. Dans l'attente d'une solution mutuellement satisfaisante, la Roumanie suspendra ou limitera, à compter de la date de la notification de la demande de consultation les exportations de la catégorie de produits en question vers la Communauté ou vers la région ou les régions du marché communautaire précisées par celle-ci au niveau indiqué par la Communauté, qui tiendra compte des performances atteintes augmentées d'un taux de croissance positif.

La Communauté autorise l'importation des produits de ladite catégorie expédiés de la Roumanie avant la date à laquelle la demande de consultation a été introduite.

4. Si les consultations ne permettent pas aux parties de dégager une solution satisfaisante dans le délai précisé à l'article 14, la Communauté est autorisée à introduire une limite quantitative à un niveau annuel qui ne soit pas inférieur au niveau résultant de la formule établie au paragraphe 2 ou à 106 % du niveau atteint au cours de l'année civile précédant celle au cours de laquelle les importations ont dépassé le niveau résultant de l'application de la formule établie au paragraphe 2 et ont donné lieu à la demande de consultations, le niveau à retenir étant le plus élevé des deux.

Une révision à la hausse du niveau annuel ainsi fixé interviendra dans le cadre de la procédure de consultations visée à l'article 14 afin d'assurer le respect des conditions prévues au paragraphe 2, si l'évolution des importations totales dudit produit dans la Communauté le rend nécessaire.

5. Les limites introduites en vertu des paragraphes 2 ou 4 ne peuvent en aucun cas être inférieures au niveau des importations des produits de la même catégorie originaires de Roumanie réalisées dans la Communauté en 1985.

6. Conformément aux modalités de procédure fixées aux paragraphes 2 et 4, une limite quantitative peut être fixée au niveau régional lorsque les importations d'un produit déterminé dans une région de la Communauté dépassent, par rapport aux quantités déterminées dans les conditions prévues au paragraphe 2, le pourcentage suivant affecté à ces régions:

République Fédérale d'Allemagne	25,5 %
Bénélux	9,5 %
France	16,5 %
Italie	13,5 %
Danemark	2,7 %
Irlande	0,8 %
Royaume-Uni	21,0 %
Grèce	1,5 %
Espagne	7,5 %
Portugal	1,5 %

7. Le taux de croissance annuel des limites quantitatives introduites en vertu du présent article est déterminé suivant les modalités fixées au protocole C.

8. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les pourcentages mentionnés au paragraphe 2 sont atteints du fait du recul des importations totales dans la Communauté et non du fait d'un accroissement des exportations des produits originaires de Roumanie.

9. En cas d'application des dispositions des paragraphes 2 ou 4, la Roumanie s'engage à octroyer les licences d'exportation pour les produits qui font l'objet de contrats conclus avant l'introduction de la limite quantitative jusqu'à concurrence du volume de la limite quantitative fixée pour l'année en cours.

10. Jusqu'à la date de communication des statistiques, visée à l'article 9 paragraphe 6, les dispositions du paragraphe 2 du présent article s'appliquent sur la base des statistiques annuelles communiquées antérieurement par la Communauté.

11. Les dispositions de l'accord concernant les exportations de produits soumises aux limites quantitatives établies à l'annexe II s'appliquent également aux exportations de produits pour lesquels des limites quantitatives sont introduites en vertu du présent article.

ARTICLE 8

1. La Roumanie et la Communauté conviennent de coopérer pleinement pour prévenir le contournement du présent accord par le jeu du transbordement, du déroutement ou par d'autres moyens.

2. Lorsqu'à la suite des enquêtes menées conformément aux procédures établies au protocole A, les informations dont dispose la Communauté apportent la preuve que des produits d'origine roumaine soumis aux limites quantitatives établies en vertu du présent accord ont été transbordés, déroutés ou importés autrement dans la Communauté en contournant le présent accord, la Communauté peut demander l'ouverture de consultations conformément à la procédure décrite à l'article 14 du présent accord en vue de parvenir à un accord sur un ajustement équivalent des limites quantitatives correspondantes établies en vertu du présent accord.

3. Dans l'attente du résultat des consultations visées au paragraphe 2, la Roumanie prendra, à titre de précaution, et à la demande de la Communauté, les mesures nécessaires pour garantir que les ajustements des limites quantitatives susceptibles d'être convenus à la suite des consultations visées au paragraphe 2, puissent être effectués pour l'année contingente au cours de laquelle la demande de consultations, au titre du paragraphe 2, a été introduite, ou pour l'année suivante, si le contingent de l'année en cours est épuisé, lorsque le contournement est clairement prouvé.

4. Si les consultations ne permettent pas aux parties de dégager une solution satisfaisante dans le délai précisé à l'article 14 de l'accord, la Communauté est autorisée, lorsque le contournement a été clairement prouvé, à déduire des limites quantitatives établies en vertu du présent accord un volume équivalent de produits d'origine roumaine .

ARTICLE 9

1. La Roumanie s'engage à communiquer à la Communauté des informations statistiques précises sur toutes les licences d'exportation délivrées par les autorités roumaines pour toutes les catégories de produits textiles soumis aux limites quantitatives fixées en vertu du présent accord ainsi que sur tous les certificats délivrés par les autorités roumaines pour tous les produits visés à l'article 3, paragraphe 1, et soumis aux dispositions du protocole B.

La Communauté transmet de la même façon aux autorités roumaines des informations statistiques précises sur les autorisations ou documents d'importation délivrés par les autorités de la Communauté en rapport avec les licences d'exportation et les certificats délivrés par la Roumanie.

2. Les informations visées au paragraphe 1 sont transmises pour toutes les catégories de produits, avant la fin du deuxième mois suivant le trimestre auquel les statistiques se rapportent.

3. Aux fins de l'application de l'article 8, la Roumanie s'engage à communiquer à la Communauté sur demande les informations statistiques disponibles sur les exportations de produits textiles couverts par le présent accord par pays de destination.

4. La Communauté transmet à la Roumanie des informations statistiques sur les produits couverts par le système de contrôle administratif visé à l'article 7 paragraphe 2 ainsi que sur les produits visés à l'article 3 paragraphe 2.

5. S'il apparaît, à l'analyse de ces informations réciproques, qu'il existe des différences significatives entre les relevés effectués à l'exportation et à l'importation, des consultations peuvent être engagées selon la procédure définie à l'article 14 du présent accord.

6. Aux fins d'application des dispositions de l'article 7 la Communauté s'engage à communiquer aux autorités roumaines avant le 15 avril de chaque année, les statistiques de l'année précédente relatives aux importations de tous les produits textiles couverts par le présent accord, ventilées par pays fournisseur et par Etat Membre de la Communauté.

ARTICLE 10

1. En cas de divergences d'opinion entre la Roumanie et les autorités communautaires compétentes, au point d'entrée dans la Communauté, concernant le classement des produits couverts par le présent accord, ces produits sont classés provisoirement en fonction des indications données par la Communauté jusqu'à ce que des consultations soient engagées conformément à l'article 14 en vue de parvenir à un accord sur le classement définitif des produits concernés.

2. Les autorités de Roumanie seront informées de toute modification des nomenclatures tarifaires et statistiques en vigueur dans la Communauté ou de toute décision, arrêtées dans le cadre des procédures en vigueur dans la Communauté concernant le classement de produits couverts par le présent accord.

Toute modification des nomenclatures tarifaires et statistiques en vigueur dans la Communauté ou toute décision qu'entraînent une modification du classement de produits couverts par le présent accord ne doit pas avoir pour conséquence de réduire une des limites quantitatives établies à l'annexe II.

Les modalités d'application du présent paragraphe sont établies au

ARTICLE 11

La Roumanie s'efforce d'assurer que les exportations de produits textiles couverts par le présent accord soient échelonnées aussi régulièrement que possible sur l'année, compte tenu néanmoins des facteurs saisonniers.

Si une concentration excessive des importations, due à des facteurs autres que des facteurs saisonniers, est constatée pour un produit appartenant à une catégorie faisant l'objet de limite quantitative en vertu du présent accord; la Communauté peut demander des consultations selon les modalités définies à l'article 14 en vue de porter remède à cette situation.

ARTICLE 12

En cas de dénonciation de l'accord au titre de l'article 18 paragraphe 4 les limites quantitatives établies à l'annexe II sont réduites pro rata temporis.

ARTICLE 13

1. Aux fins de la gestion du présent accord, les limites fixées à l'annexe II sont réparties par la Communauté en quotes-parts distribuées entre ses Etats membres.

2. Les fractions des limites quantitatives fixées à l'annexe II qui restent inutilisées dans un Etat membre de la Communauté peuvent être allouées à un autre Etat membre selon les procédures en vigueur dans la Communauté.

La Communauté s'engage à examiner attentivement et à répondre dans les quatre semaines à toute demande de nouvelle répartition présentée par la Roumanie. En cas d'accord sur une nouvelle répartition ainsi effectuée, les dispositions en matière de flexibilité contenues à l'article 4 continuent à s'appliquer aux niveaux résultant de la répartition originale.

3. Après le 1er juin de chaque année d'application de l'accord, la Roumanie peut, sous réserve d'une notification préalable à la Communauté, transférer les quantités non-utilisées des quotas-parts régionales d'une limite quantitative communautaire, fixée à l'annexe II, sur les quotas-parts de cette même limite des autres régions de la Communauté, pour autant que la quote-part régionale à partir de laquelle le transfert est opéré soit utilisée à moins de 80 % et jusqu'à concurrence des pourcentages suivants de la quote-part vers laquelle le transfert est opéré:

- 2 % au cours de la 1ère année d'application de l'accord;
- 4 % au cours de la 2ème année d'application de l'accord;
- 8 % au cours de la 3ème année d'application de l'accord;
- 12 % au cours de la 4ème année d'application de l'accord;

4. Au cas où des livraisons supplémentaires sont requises dans une région donnée de la Communauté, cette dernière peut autoriser l'importation de quantités supérieures à celles stipulées à l'annexe II lorsque les mesures prises conformément au paragraphe 2 sont insuffisantes pour couvrir ces besoins.

ARTICLE 14

1. Les procédures de consultations particulières visées par le présent accord sont régies par les dispositions suivantes:

- la demande de consultation est notifiée par écrit à la partie concernée;
- la demande de consultation est le cas échéant assortie, dans un délai raisonnable (et en tout cas dans les quinze jours à compter de la date de la notification), d'un rapport sur les conditions qui, de l'avis de la partie intéressée, justifient l'introduction d'une telle demande;
- les consultations sont engagées au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande en vue de parvenir au plus tard dans un délai d'un mois à un accord ou à une conclusion mutuellement acceptable;
- le délai d'un mois prévu ci-dessus pour parvenir à un accord ou à une conclusion mutuellement acceptable peut être prolongé d'un commun accord.

2. La Communauté peut demander des consultations conformément au paragraphe 1 lorsqu'elle constate que, au cours d'une année déterminée de l'application de l'accord, des difficultés surgissent dans la Communauté ou dans l'une de ses régions, suite à une augmentation soudaine et substantielle des importations, par rapport à l'année précédente, des produits d'une des catégories du groupe I soumises aux limites quantitatives fixées à l'annexe II.

3. S'il y a lieu, à la demande de l'une des deux parties, des consultations sont engagées sur tout problème découlant de l'application du présent accord. Les consultations engagées en application des dispositions du présent accord se déroulent dans un esprit de coopération et avec la volonté de concilier les divergences existant entre les deux parties.

ARTICLE 15

Les parties reconnaissent et confirment que, sans préjudice de leurs droits et obligations en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, la gestion de leurs échanges mutuels de produits textiles définis à l'article 1 est assujettie aux dispositions du présent accord et de l'arrangement de Genève.

ARTICLE 16

1. La Roumanie et la Communauté s'engagent à éviter toute discrimination dans l'attribution des licences d'exportation et des autorisations ou documents d'importation visés aux protocoles A et B.

2. Dans l'application du présent accord, les parties contractantes veillent à maintenir les pratiques et courants commerciaux traditionnels existant entre la Communauté et la Roumanie.

3. Si l'une des parties estime que l'application du présent accord perturbe les relations commerciales existant entre la Communauté et la Roumanie, des consultations sont engagées rapidement, conformément à la procédure définie à l'article 14 du présent accord, afin de remédier à cette situation.

ARTICLE 17

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où le traité instituant la Communauté économique européenne est d'application et dans les conditions prévues par ledit traité et, d'autre part, au territoire de la Roumanie.

ARTICLE 18

1. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de sa signature. Il est applicable jusqu'au 31 décembre 1990.
2. Le présent accord est applicable avec effet au 1er janvier 1987.
3. Chacune des parties peut, à tout moment, proposer de modifier le présent accord.
4. Chaque partie peut dénoncer à tout moment le présent accord moyennant un préavis de quatre-vingt-dix jours au moins. Dans ce cas, l'accord prend fin à l'expiration du préavis.
5. Les annexes et protocoles ainsi que les échanges de lettres, les déclarations communes et les memoranda conjoints joints au présent accord font partie intégrante de celui-ci.

ARTICLE 19

Le présent accord est rédigé en double exemplaire, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et roumaine, chacun de ces textes faisant également foi.

ANNEXE I

LISTE DES PRODUITS PRÉVUE À L'ARTICLE 1^{er}

1. En l'absence de précision quant à la matière constitutive des produits des catégories 1 à 114, ces produits s'entendent comme étant exclusivement constitués de laine ou poils fins, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles.
2. Les vêtements qui ne sont pas reconnaissables comme étant des vêtements d'hommes ou de garçonnets ou des vêtements de femmes ou de fillettes sont classés avec ces derniers.
3. L'expression «vêtements pour bébés» comprend également les vêtements pour fillettes jusqu'à la taille commerciale 86 comprise.

GROUPE I A

Catégorie	Numéro du tarif douanier commun (1987)	Code Nimexa (1987)	Désignation des marchandises	Tableau des équivalences	
				pièces/kg	g/pièce
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1	55.05	55.05-13, 19, 21, 25, 27, 29, 33, 35, 37, 41, 45, 46, 48, 51, 53, 55, 57, 61, 65, 67, 69, 72, 78, 81, 83, 85, 87	Fils de coton non conditionnés pour la vente au détail		
2	55.09 55.09	55.09-03, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 21, 29, 32, 34, 35, 37, 38, 39, 41, 49, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 59, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 98, 99 55.09-06, 07, 08, 09, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 59, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 70, 71, 73, 83, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 98, 99	Tissus de coton autres que tissus à point de gaze, bouclés du genre éponge, rubanerie, velours, peluches, tissus bouclés, tissus de chenille, tulles et tissus à mailles nouées: a) dont autres qu'écrus ou blanchis		
3	56.07 A	56.07-01, 04, 05, 07, 08, 10, 12, 15, 19, 20, 22, 25, 29, 30, 31, 35, 38, 39, 40, 41, 43, 45, 46, 47, 49	Tissus de fibres synthétiques discontinues, autres que rubanerie, velours, peluches, tissus bouclés (y compris les tissus bouclés du genre éponge) et tissus de chenille:		
3 a)		56.07-01, 05, 07, 08, 12, 15, 19, 22, 25, 29, 31, 35, 38, 40, 41, 43, 46, 47, 49	a) dont autres qu'écrus ou blanchis		

GROUPE I B

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
4	60.04 B I II a) b) c) IV a) 4 b) 1 aa) dd) 2 ee) c) 4 d) 1 aa) dd) ex 2 dd) 60.05 A II b) 4 mm) 11 22 33 44	60.04-19, 20, 22, 23, 24, 26, 39, 41, 50, 58, 69, 71, 79, 88 60.05-86, 87, 88, 89	Chemises ou chemisettes, T-shirts, sous-pulls (autres qu'en laine ou poils fins), maillots de corps, et articles similaires, en bonneterie	6,48	154
5	60.05 A I a) II b) 4 bb) 11 aaa) bbb) ccc) ddd) eee) 2.7. bbb) ccc) ddd) eee) fff) ijij) 11	60.05-01, 29, 30, 32, 33, 34, 39, 40, 41, 42, 43, 80	Chandails, pullovers (avec ou sans manches), twinsets, gilets et vestes (autres que coupés et cousues); anoraks, blousons et similaires, en bonneterie	4,53	221
6	61.01 B V d) 1 2 3 c) 1 2 3 61.02 B II e) 6 aa) bb) cc)	61.01-62, 64, 66, 72, 74, 76 61.02-66, 68, 72	Culottes, shorts (autres que pour le bain) et pantalons, tissés, pour hommes ou garçonnets; pantalons, tissés, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1,76	568
7	60.05 A II b) 4 aa) 22 33 44 55 61.02 B II e) 7 bb) cc) ee)	60.05-22, 23, 24, 25 61.02-78, 82, 85	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et che- misettes en bonneterie et autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles pour femmes ou fillettes	5,55	180
8	61.03 A I II IV	61.03-11, 15, 18	Chemises et chemisettes, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artifi- cielles	4,60	217

GROUPE II A

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
9	55.08 62.02 B III a) 1	55.08-10, 30, 50, 80 62.02-71	Tissus de coton bouclés du genre éponge; linge de toilette ou de cuisine, autre qu'en bonneterie, bouclé du genre éponge, de coton		
20	62.02 B I a) c)	62.02-12, 13, 19	Linge de lit, autre qu'en bonneterie		
22	56.05 A	56.05-03, 05, 07, 09, 11, 13, 15, 19, 21, 23, 25, 28, 32, 34, 36, 38, 39, 42, 44, 45, 46, 47	Fils de fibres synthétiques discontinues, non conditionnés pour la vente au détail:		
22 a)		56.05-21, 23, 25, 28, 32, 34, 36	a) dont acryliques		
23	56.05 B	56.05-51, 55, 61, 65, 71, 75, 81, 85, 91, 95, 99	Fils de fibres artificielles discontinues, non conditionnés pour la vente au détail		
32	ex 58.04	58.04-07, 11, 15, 18, 41, 43, 45, 61, 63, 67, 69, 71, 75, 77, 78	Velours, peluches, tissus bouclés et tissus de chenille (à exclusion des tissus de coton, bouclés, du genre éponge et de la rubanerie) et surfaces textiles touffetées, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles:		
32 a)		58.04-63	a) dont velours de coton côtelés		
39	62.02 B II a) c) III a) 2 c)	62.02-40, 42, 44, 46, 51, 59, 65, 72, 74, 77	Linge de table, de toilette ou de cuisine, autre que de bonneterie, autre que de coton bouclé du genre éponge		

GROUPE II B

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
12	60.03 B I a) b) II a) b) 2 III IV 60.04 B III a) 2 b) 60.06 B II	60.03-11, 18, 20, 29, 40, 80 60.04-33, 34 60.06-92	Bas, bas-culottes (collants), sous-bas, chaussettes, socquettes, protège-bas ou articles similaires en bonneterie, autres que pour bébés, y compris les bas à varices, autres que les produits de la catégorie 70	24,3 paires	41
13	60.04 B IV a) 2 b) 1 cc) 2 dd) c) 2 d) 1 cc) 2 cc)	60.04-36, 48, 56, 66, 75, 85	Slips et caleçons pour hommes ou garçonnets, slips et culottes pour femmes ou fillettes, en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	17	59

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
14	61.01 A II a) B V b) 1 2 3	61.01-07, 41, 42, 44, 46, 47	Pardessus, imperméables et autres manteaux, y compris les capes, tissés, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que parkas) (de la catégorie 21)	0,72	1 389
15	61.02 B I a) II e) 1 aa) bb) cc) 2 aa) bb) cc)	61.02-05, 31, 32, 33, 35, 36, 37, 39, 40	Manteaux, imperméables (y compris les capes) et vestes, tissés, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que parkas) (de la catégorie 21)	0,84	1 190
16	61.01 B V c) 1 2 3	61.01-51, 54, 57	Costumes, complets et ensembles, autres que de bonneterie, pour hommes et garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski	0,80	1 250
17	61.01 B V a) 1 2 3	61.01-34, 36, 37	Vestes et vestons autres que de bonneterie, pour hommes et garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1,43	700
18	61.01 B III 61.02 B II c) 61.03 B C 61.04 B	61.01-24, 25, 26 61.02-22, 23, 24 61.03-51, 55, 59, 81, 85, 89 61.04-11, 13, 18, 91, 93, 98	Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires pour hommes ou garçonnets autres qu'en bonneterie Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes autres qu'en bonneterie		
19	61.05 A C	61.05-10, 99	Mouchoirs et pochettes, autres qu'en bonneterie	59	17
21	61.01 B IV 61.02 B II d)	61.01-29, 31, 32 61.02-25, 26, 28	Parkas; anoraks, blousons et similaires autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	2,3	435
24	60.04 B IV a) 1 b) 1 bb) 2 aa) bb) c) 1 d) 1 bb) 2 aa) bb) 60.05 A II b) 4 II) 11	60.04-35, 47, 51, 53, 65, 73, 81, 83 60.05-84	Chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets Chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour femmes ou fillettes	3,9	257

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
76	61.01 B I 61.02 B II a)	61.01-13, 15, 17, 19 61.02-12, 14	Vêtements de travail, autres qu'en bonneterie pour hommes ou garçonnets Tabliers, blouses et autres vêtements de travail, autres qu'en bonneterie, pour femmes ou fillettes		
77	61.01 B V f) 1 61.02 B II e) 8 aa)	61.01-82 61.02-86	Combinaisons et ensembles de ski, autres qu'en bonneterie		
78	61.01 A I II b) B V g) 1 2 3 61.02 A II B I b) II e) 9 aa) bb) cc)	61.01-03, 09, 93, 94, 97 61.02-04, 07, 93, 95, 97	Vêtements, autres qu'en bonneterie, à l'exclusion des vêtements des catégories 6, 7, 8, 14, 15, 16, 17, 18, 21, 26, 27, 29, 68, 72, 76 et 77		
83	60.05 A I b) II a) b) 4 hh) 11 22 33 44 kk) 11	60.05-03, 04, 75, 76, 77, 78, 82	Manteaux, vestes, vestons et autres vêtements, y compris les combinaisons et les ensembles de ski, en bonneterie, à l'exclusion des vêtements des catégories 4, 5, 7, 13, 24, 26, 27, 28, 68, 69, 72, 73, 74, 75		

GROUPE III A

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
33	51.04 A III a) 62.03 B II b) 1	51.04-06 62.03-51, 59	Tissus de fils de filaments synthétiques obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène, d'une largeur de moins de 3 m; sacs et sachets d'emballage, autres qu'en bonneterie, obtenus à partir de ces lames ou formes similaires		
34	51.04 A III b)	51.04-08	Tissus de fils de filaments synthétiques, obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène, d'une largeur de 3 m ou plus		
35	51.04 A II IV	51.04-05, 10, 11, 13, 15, 17, 18, 21, 23, 25, 27, 28, 32, 34, 36, 41, 48 51.04-10, 15, 17, 18, 23, 25, 27, 28, 32, 34, 41, 48	Tissus de fibres synthétiques continues, autres que ceux pour pneumatiques de la catégorie 114: a) dont autres qu'écrus ou blanchis		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
36	51.04 B II III	51.04-54, 55, 56, 58, 62, 64, 66, 72, 74, 76, 81, 89, 93, 94, 97, 98	Tissus de fibres artificielles continues, autres que ceux pour pneumatiques de la catégorie 114:		
36 a)		51.04-55, 58, 62, 64, 72, 74, 76, 81, 89, 94, 97, 98	a) dont autres qu'écrus ou blanchis		
37	56.07 B	56.07-50, 51, 55, 56, 59, 60, 61, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 77, 78, 82, 83, 84, 87	Tissus de fibres artificielles discontinues:		
37 a)		56.07-50, 55, 56, 59, 61, 65, 67, 69, 70, 71, 73, 74, 77, 78, 83, 84, 87	a) dont autres qu'écrus ou blanchis		
38 A	60.01 B I b) 1	60.01-40	Étoffes synthétiques en bonneterie pour rideaux et vitrages		
38 B	62.02 A II	62.02-09	Vitrages, autres qu'en bonneterie		
40	62.02 B IV a) c)	62.02-83, 85, 89	Rideaux, stores d'intérieur, cancannières, tours de lits et autres articles d'ameublement, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles		
41	ex 51.01 A	51.01-01, 02, 03, 04, 08, 09, 10, 12, 20, 22, 24, 27, 29, 30, 41, 42, 43, 44, 46, 48	Fils de filaments synthétiques continus, non conditionnés pour la vente au détail, autres que fils non texturés, simples, sans torsion ou d'une torsion jusqu'à 50 tours au mètre		
42	ex 51.01 B	51.01-50, 61, 67, 68, 71, 77, 78, 80	Fils de fibres synthétiques et artificielles conti- nues, non conditionnés pour la vente au détail: B. Fils de fibres artificielles: Fils de filaments artificiels, non condition- nés pour la vente au détail, autres que fils simples de rayonne viscosse sans torsion jusqu'à 250 tours au mètre et fils simples non texturés d'acétate de cellulose		
43	51.03 55.06 56.06 B	51.03-10, 20 55.06-10, 90 56.06-20	Fils de filaments synthétiques ou artificiels, fils de fibres artificielles discontinues, fils de coton, conditionnés pour la vente au détail		
46	ex 53.05	53.05-10, 22, 29, 31, 38, 39	Laine et poils fins, cardés ou peignés		
47	53.06 53.08 A	53.06-21, 25, 31, 35, 51, 55, 71, 75 53.08-11, 15	Fils de laine ou de poils fins, cardés, non conditionnés pour la vente au détail		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
48	53.07 53.08 B	53.07-02, 08, 12, 18, 30, 40, 51, 59, 81, 89 53.08-21, 25	Fils de laine ou de poils fins, peignés, non conditionnés pour la vente au détail		
49	ex 53.10	53.10-11, 15	Fils de laine ou de poils fins, conditionnés pour la vente au détail		
50	53.11	53.11-01, 03, 07, 11, 13, 17, 20, 30, 40, 52, 54, 58, 72, 74, 75, 82, 84, 88, 91, 93, 97	Tissus de laine ou de poils fins		
51	55.04	55.04-00	Coton cardé ou peigné		
53	55.07	55.07-10, 90	Tissus de coton à point de gaze		
54	56.04 B	56.04-21, 23, 28	Fibres artificielles, discontinues, y compris les déchets, cardées, peignées ou autrement transformées pour la filature		
55	56.04 A	56.04-11, 13, 15, 16, 17, 18	Fibres synthétiques discontinues, y compris les déchets, cardées ou peignées ou autrement transformées pour la filature		
56	56.06 A	56.06-11, 15	Fils de fibres synthétiques discontinues (y compris les déchets), conditionnés pour la vente au détail		
58	58.01	58.01-01, 11, 13, 17, 30, 80	Tapis à points noués ou enroulés, même confectionnés		
59	58.02 ex A B 59.02 ex A	58.02-04, 06, 07, 09, 56, 61, 65, 71, 75, 81, 85, 90 59.02-01, 09	Tapis et autres revêtements de sol en matière textiles, autres que les tapis de la catégorie 58		
60	58.03	58.03-00	Tapisseries tissées à la main (genre Gobelins, Flandres, Aubusson, Beauvais et similaires) et tapisseries à l'aiguille (au petit point, au point de croix, etc.), même confectionnées		
61	58.05 A I a) c) II B 59.13	58.05-01, 08, 30, 40, 51, 59, 61, 69, 73, 77, 79, 90 59.13-01, 11, 13, 15, 19, 32, 34, 35, 39	Rubannerie et rubans sans trame en fils ou fibres parallélisés et encollés (bolducs), à l'exclusion des étiquettes et articles similaires de la catégorie 62 Tissus (autres que de bonneterie) élastiques, formés de matières textiles associées à des fils de caoutchouc		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
62	58.06 58.07 58.08 58.09 58.10	58.06-10, 90 58.07-31, 39, 50, 80 58.08-10, 90 58.09-11, 19, 21, 31, 35, 39, 91, 95, 99 58.10-21, 29, 41, 45, 49, 51, 55, 59	Étiquettes, écussons et articles similaires, en matière textiles, non brodés, en pièces, en rubans ou découpés, tissés Fils de chenille; fils guipés (autres que fils métallisés et fils de crin guipés); tresses en pièces; autres articles de passementerie et autres articles ornementaux analogues, en pièces; glands, floches, olives, noix, pompons et similaires Tulles, tulles-bobinots et tissus à mailles nouées; dentelles (à la mécanique ou à la main), en pièces, en bandes ou en motifs Broderies en pièces, en bandes ou en motifs		
63	60.01 B I a) 60.06 A 60.01 B I b) 2 3	60.01-30 60.06-11, 18 60.01-51, 55	Étoffes de bonneterie de fibres synthétiques contenant en poids 5% ou plus de fils d'élastomères et étoffes de bonneterie contenant en poids 5% ou plus de fils de caoutchouc Dentelles Rachel et étoffes à longs poils de fibres synthétiques		
65	60.01 A B I b) 4 II C I	60.01-01, 10, 62, 64, 65, 68, 72, 74, 75, 78, 81, 89, 92, 94, 96, 97	Étoffes de bonneterie autres que les articles des catégories 38 A et 63 de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles		
66	62.01 A B I II a) b) c)	62.01-10, 20, 81, 85, 91, 95	Couvertures autres que de bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles		

GRUPE III B

1	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
10	60.02 A B	60.02-40, 50, 60, 70, 80	Ganterie de bonneterie	17 paires	59
67	60.05 A II b) 5 bb) B 60.06 B III	60.05-92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99 60.06-96, 98	Accessoires du vêtement, autres que pour bébés, en bonneterie; linge de tous types en bonneterie; rideaux, vitrages, stores d'intérieur, cantonnières, tours de lits et autres articles d'ameublement en bonneterie; couvertures en bonneterie; autres articles en bonneterie, y compris les parties de vêtement, d'accessoires du vêtement:		
67 a)		60.05-96	a) dont sacs et sachets d'emballage obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
69	60.04 B IV a) 3 b) 2 cc) c) 3 ex d) 2 dd)	60.04-37, 54, 67, 86	Combinaisons ou fonds de robes et jupons, en bonneterie, pour femmes ou fillettes	7,8	128
70	60.04 B III a) 1 60.03 B II b) 1	60.04-31 60.03-24, 26	Bas-culottes (collants), de fibres synthétiques, tirant en fils simples moins de 67 décitex (6.7 tex) Bas pour femmes, de fibres synthétiques	30,4 paires	33
72	60.05 A II b) 2 60.06 B I 61.01 B II 61.02 B II b)	60.05-11, 13, 15 60.06-91 61.01-22, 23 61.02-16, 18	Maillots, culottes et slips de bain, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	9,7	103
74	60.05 A II b) 4 gg) 11 22 33 44	60.05-70, 71, 72, 73	Costumes-tailleurs et ensembles, en bonneterie, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski	1,54	650
75	60.05 A II b) 4 ff)	60.05-66, 68	Costumes, complets et ensembles en bonneterie, pour hommes et garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski	0,80	1 250
84	61.06 B C D E	61.06-30, 40, 50, 60	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes, et articles similaires, autres qu'en bonneterie, de laine, de fibres synthétiques ou artificielles		
85	61.07 B C D	61.07-30, 40, 90	Cravates, nœuds papillons et foulards cravates, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	17,9	56
86	61.09 A B C E	61.09-20, 30, 40, 80	Corsets, ceintures-corsets, gaines, bretelles, jarretelles, jarrettières, supports-chaussettes et articles similaires et leur parties, même en bonneterie	8,8	114
87	61.10 A	61.10-10	Ganterie, autre qu'en bonneterie		
88	61.10 B 61.11 B	61.10-90 61.11-90	Bas, chaussettes, socquettes, autres qu'en bonneterie; autres accessoires du vêtement, parties de vêtements ou d'accessoires du vêtement, autres que pour bébés, autres qu'en bonneterie		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
90	ex 59.04	59.04-11, 12, 14, 15, 17, 18, 19, 21	Ficelles, cordes et cordages, tressés ou non, de fibres sythétiques		
91	62.04 A II B II	62.04-23, 73	Tentes		
93	62.03 B I b) II a) b) 2 c)	62.03-30, 40, 97, 98	Sacs et sachets d'emballage en tissus, autres que ceux obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène		
94	59.01	59.01-07, 12, 14, 15, 16, 18, 21, 29	Ouates de matières textiles et articles en ces ouates; fibres textiles d'une largeur n'excédant pas 5 mm (tontisses), nœuds et noppes (bouillons) de matières textiles		
95	ex 59.02	59.02-35, 41, 47, 51, 57, 59, 91, 95, 97	Feutres et articles en feutre, même imprégnés ou enduits, autres que les revêtements de sol		
96	59.03	59.03-01, 11, 21, 23, 25, 29, 30	Tissus non tissés et articles en tissus non tissés, même imprégnés ou enduits		
97	59.05	59.05-11, 31, 39, 51, 59, 91, 99	Filets, fabriqués à l'aide de ficelles, cordes ou cordages, en nappés, en pièces ou en forme; filets en forme pour la pêche, en fils, ficelles ou cordes		
98	59.06	59.06-00	Articles fabriqués avec des fils, ficelles, cordes ou cordages, à l'exclusion des tissus, des articles en tissus et des articles de la catégorie 97		
99	59.07	59.07-10, 90	Tissus enduits de colle ou de matières amylacées, des types utilisés pour la reliure, le cartonnage, la gainerie ou usages similaires; toiles à calquer ou transparentes pour le dessin; toiles préparées pour la peinture; bougran et tissus similaires raides des types utilisés pour la chapellerie		
	59.10	59.10-10, 31, 39	Linoléums, même découpés; revêtements de sol consistant en un enduit ou un recouvrement appliqué sur support de matières textiles, même découpés		
	59.11 A I II III b) B	59.11-11, 14, 17, 20	Tissus caoutchoutés, autres que de bonneterie, à l'exclusion de ceux pour pneumatiques		
	59.12	59.12-00	Autres tissus imprégnés ou enduits; toiles peintes pour décors de théâtres, fonds d'ateliers ou usages analogues, autres que de la catégorie 100		

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
100	59.08	59.08-10, 51, 61, 71, 79	Tissus imprégnés, enduits ou recouverts de dérivés de la cellulose ou d'autres matières plastiques artificielles et tissus stratifiés avec ces même matières		
101	ex 59.04	59.04-80	Ficelles, cordes et cordages, tressés ou non, autres qu'en fibres synthétiques		
109	62.04 A I B I	62.04-21, 61, 69	Bâches, voiles d'embarcations et stores d'extérieur		
110	62.04 A III B III	62.04-25, 75	Matelas pneumatiques, tissés		
111	62.04 A IV B IV	62.04-29, 79	Articles de campement, tissés, autres que matelas pneumatiques et tentes		
112	62.05 A B D E	62.05-01, 10, 30, 93, 95, 99	Autres articles confectionnés en tissus, à l'exception de ceux des catégories 113 et 114		
113	62.05 C	62.05-20	Serpillières, lavettes et chamoisettes, autres qu'en bonneterie		
114	51.04 A I B I 59.11 A III a) 59.14 59.15 59.16 59.17 A B II C D	51.04-03, 52 59.11-15 59.14-00 59.15-10, 90 59.16-00 59.17-10, 29, 32, 38, 49, 51, 59, 71, 79, 91, 93, 95, 99	Tissus et articles pour usage technique		

GROUPE IV

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
115	54.03 54.04	54.03-10, 31, 35, 37, 39, 50, 61, 69 54.04-10, 90	Fils de lin ou de ramie		
117	54.05	54.05-21, 25, 31, 35, 38, 51, 55, 61, 68	Tissus de lin ou de ramie		
118	ex 62.02 B I b) ex 62.02 B II b) III b)	62.02-15 62.02-61, 75	Linge de lit, de table, de toilette, d'office ou de cuisine, de lin ou de ramie, autre qu'en bonneterie		
120	62.02 A I B IV b)	62.02-01, 87	Vitrages, rideaux et stores d'intérieur; cantonnières et tours de lits et autres articles d'ameublement, autres qu'en bonneterie, de lin ou de ramie		
121	ex 59.04	59.04-60	Ficelles, cordes et cordages, tressés ou non, de lin ou de ramie		
122	62.03 B I a)	62.03-20	Sacs et sachets d'emballage usagés, de lin, autres qu'en bonneterie		
123	ex 58.04 ex 61.01 F	58.04-80 61.06-90	Velours, peluches, tissus bouclés et tissus de chenille, tissés, de lin ou de ramien, à l'exception de ceux en rubanerie Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes, et articles similaires, de lin ou de ramie, autres qu'en bonneterie		

Pour des raisons d'ordre pratique, les descriptions de produits utilisées à l'annexe I sont données dans la présente annexe sous forme abrégée

LIMITES QUANTITATIVES COMMUNAUTAIRES

CAT.	DESIGNATION DES MARCHANDISES	UNITE	ANNEE	LIMITES QUANTITATIVES CEE
1	Fils de coton	Tonnes	1987 1988 1989 1990	1.046 1.056 1.067 1.078
2	Tissus de coton	Tonnes	1987 1988 1989 1990	4.082 4.164 4.247 4.332
2 a)	dont autres qu'écrus ou blanchis	Tonnes	1987 1988 1989 1990	2.507 2.557 2.608 2.660
3	Tissus de fibres synthétiques discontinues	Tonnes	1987 1988 1989 1990	1.180 1.215 1.252 1.289
4 *	Chemises, chemisettes, T-shirts et similaires de bonneterie	1000 Pièces	1987 1988 1989 1990	17.737 18.180 18.635 19.101
5	Chandails, blousons et similaires	1000 Pièces	1987 1988 1989 1990	11.574 11.805 12.042 12.282
6	Pantalons tissés	1000 Pièces	1987 1988 1989 1990	4.380 4.490 4.602 4.717
7	Chemisiers et blouses tissés et de bonneterie	1000 Pièces	1987 1988 1989 1990	731 746 761 776

ANNEXE II

Pour des raisons d'ordre pratique, les descriptions de produits utilisées à l'annexe I sont données dans la présente annexe sous forme abrégée

LIMITES QUANTITATIVES COMMUNAUTAIRES

CAT.	DESIGNATION DES MARCHANDISES	UNITE	ANNEE	LIMITES QUANTITATIVES CEE
8	Chemises tissées pour hommes	1000 pièces	1987	6.360
			1988	6.487
			1989	6.617
			1990	6.749
12	Chaussettes, autres que pour bébés	1000 pièces	1987	34.676
			1988	35.716
			1989	36.788
			1990	37.891
13	Slips et caleçons en bonneterie	1000 pièces	1987	15.426
			1988	15.889
			1989	16.365
			1990	16.856
14	Manteaux, imperméables, cabans, et capes pour hommes, autres qu'en bonneterie	1000 pièces	1987	852
			1988	882
			1989	913
			1990	945
15	Manteaux, imperméables, cabans, capes et vestes pour femmes, autres qu'en bonneterie	1000 Pièces	1987	1.272
			1988	1.323
			1989	1.376
			1990	1.431
16	Costumes et ensembles tissés pour hommes	1000 Pièces	1987	1.835
			1988	1.890
			1989	1.947
			1990	2.005
17	Vestes et vestons tissés pour hommes	1000 pièces	1987	960
			1988	994
			1989	1.028
			1990	1.064
20	Linge de lit, autre que de bonneterie	Tonnes	1987	820
			1988	861
			1989	904
			1990	949

Pour des raisons d'ordre pratique, les descriptions de produits utilisées à l'annexe I sont données dans la présente annexe sous forme abrégée

LIMITES QUANTITATIVES COMMUNAUTAIRES

CAT.	DESIGNATION DES MARCHANDISES	UNITE	ANNEE	LIMITES QUANTITATIVES CEE
24	Pyjamas, chemises de nuit, peignoirs de bain, robes de chambres et articles similaires en bonneterie	1000 pièces	1987	5.652
			1988	5.935
			1989	6.231
			1990	6.543
26	Robes tissées et en bonneterie	1000 pièces	1987	900
			1988	927
			1989	955
			1990	983
36	Tissus de fibres artificielles continues	Tonnes	1987	411
			1988	436
			1989	462
			1990	490
37	Tissus de fibres artificielles discontinues	Tonnes	1987	3.122
			1988	3.309
			1989	3.508
			1990	3.718
41	Fils de fibres synthétiques continues ncvd	Tonnes	1987	3.257
			1988	3.452
			1989	3.660
			1990	3.879
55	Fibres synthétiques discontinues, cardées ou peignées	Tonnes	1987	12.173
			1988	12.903
			1989	13.678
			1990	14.498
58	Tapis à points noués	Tonnes	1987	642
			1988	681
			1989	721
			1990	765
68	Vêtements et accessoires pour bébés en bonneterie et tissés à l'exception des gants	Tonnes	1987	556
			1988	589
			1989	625
			1990	662

Pour des raisons d'ordre pratique, les descriptions de produits utilisées à l'annexe I sont données dans la présente annexe sous forme abrégée

LIMITES QUANTITATIVES COMMUNAUTAIRES

CAT.	DESIGNATION DES MARCHANDISES	UNITE	ANNEE	LIMITES QUANTITATIVES CEE
73 *	Trainings	1000 pièces	1987	1.295
			1988	1.347
			1989	1.401
			1990	1.457
78	Autres vêtements tissés	Tonnes	1987	279
			1988	296
			1989	313
			1990	332
99	Tissus enduits, imprégnés ou caoutchoutés	Tonnes	1987	695
			1988	737
			1989	781
			1990	828

- * Aux fins d'imputation des limites quantitatives convenues pour les catégories 4 et 73, un taux de conversion de 5 vêtements (autres que des vêtements de bébés) d'une taille commerciale maximale de 130 cm, pour 3 vêtements dont la taille commerciale excède 130 cm peut être appliqué jusqu'à concurrence de 5 % des limites quantitatives.

Pour des raisons d'ordre pratique, les descriptions de produits utilisées à l'annexe I sont données dans la présente annexe sous forme abrégée

LIMITES QUANTITATIVES REGIONALES

CAT.	DESIGNATION DES MARCHANDISES	UNITE	ANNEE	LIMITES QUANTITATIVES
18 BNL	Slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambres et articles similaires, autres qu'en bonneterie	Tonnes	1987 1988 1989 1990	193 205 217 230
21 IT	Parkas, anoraks, tissés	1000 pièces	1987 1988 1989 1990	800 848 899 953
28 UK BNL	Pantalons, shorts et salopettes en bonneterie	1000 pièces	1987 1988 1989 1990 1987 1988 1989 1990	150 158 165 174 190 200 209 220
29 IT F	Costumes, tailleurs tissés pour femmes	1000 Pièces	1987 1988 1989 1990 1987 1988 1989 1990	80 85 90 95 80 85 90 95
39 F IT	Linge de tous types autre que de bonneterie, à l'exception de la catégorie 9	Tonnes	1987 1988 1989 1990 1987 1988 1989 1990	128 134 141 148 429 450 473 497

Pour des raisons d'ordre pratique, les descriptions de produits utilisées à l'annexe I sont données dans la présente annexe sous forme abrégée

LIMITES QUANTITATIVES REGIONALES

CAT.	DESIGNATION DES MARCHANDISES	UNITE	ANNEE	LIMITES QUANTITATIVES
69 F BNL	Combinaisons et jupons de bonneterie	Tonnes	1987	480
			1988	504
			1989	529
			1990	556
			1987	456
			1988	483
			1989	512
			1990	543
91 F (1)	Tentes	Tonnes	1987	450
			1988	477
			1989	506
			1990	536

(1) Sous-plafond de 20 % pour bâches de coton

PROTOCOLE A

TITRE I

CLASSEMENT

ARTICLE 1

1. Les autorités compétentes de la Communauté s'engagent à informer la Roumanie de toute modification des nomenclatures tarifaires et statistiques avant leur entrée en vigueur dans la Communauté.

2. Les autorités compétentes de la Communauté s'engagent à informer la Roumanie de toute décision concernant le classement des produits couverts par le présent accord, au plus tard un mois après son adoption. Cette communication comprendra :

- a) la description des produits concernés,
- b) la catégorie appropriée ainsi que les références tarifaires et statistiques y relatives,
- c) les raisons qui expliquent la décision.

3. Lorsqu'une décision de classement entraîne une modification des classements précédents ou un changement de catégorie d'un produit couvert par l'accord, les autorités compétentes de la Communauté accordent un préavis de trente jours, à partir de la date de la communication de la Communauté, pour la mise en vigueur de la décision. Les anciens classements restent applicables aux produits expédiés avant la date d'entrée en vigueur de la décision, à la condition que ces produits soient présentés à l'importation dans la Communauté dans un délai de soixante jours à compter de cette date.

4. Lorsqu'une décision de classement de la Communauté entraînant une modification des classements précédents ou un changement de catégorie d'un produit couvert par le présent accord affecte une catégorie faisant l'objet d'une restriction, les deux parties conviennent d'engager des consultations selon les procédures définies à l'article 14 paragraphe 1 de l'accord, afin de satisfaire à l'obligation visée à l'article 10, paragraphe 2, deuxième alinéa de l'Accord.

TITRE II

ORIGINE

ARTICLE 2

1. Les produits originaires de Roumanie sont admis à l'exportation vers la Communauté sous le régime établi par le présent accord, sur présentation d'un certificat d'origine conforme au modèle annexé au présent protocole.

2. Ce certificat d'origine est délivré par les autorités gouvernementales roumaines compétentes si les produits en cause peuvent être considérés comme originaires de Roumanie au sens des dispositions en vigueur en la matière dans la Communauté.

3. Toutefois, les produits des groupes III peuvent être importés dans la Communauté sous le régime établi par le présent accord, sur présentation d'une déclaration de l'exportateur sur la facture ou un autre document commercial attestant que les produits en question sont originaires de Roumanie au sens des dispositions en vigueur en la matière dans la Communauté.

4. Le certificat d'origine visé au paragraphe 1 n'est pas requis à l'importation de marchandises couvertes par un certificat d'origine formule A ou un formulaire APR délivré conformément aux dispositions communautaires en vigueur pour l'admission au bénéfice des préférences tarifaires généralisées.

ARTICLE 3

Il incombe à l'autorité gouvernementale compétente de Roumanie de veiller à ce que les certificats d'origine soient remplis correctement; à cet effet, elle réclame toutes pièces justificatives nécessaires ou procède à tout contrôle qu'elle juge utile.

ARTICLE 4

Lorsque, pour des produits relevant de la même catégorie, sont fixés des critères de détermination de l'origine différents, les certificats ou déclarations d'origine doivent comporter une description des marchandises suffisamment précise pour permettre d'apprécier le critère sur la base duquel le certificat a été délivré ou la déclaration établie.

ARTICLE 5

La constatation de légères discordances entre les mentions portées sur le certificat d'origine et celles portées sur les documents produits au bureau de douane, en vue de l'accomplissement des formalités d'importation des produits, n'a pas pour effet, ipso facto, de mettre en doute les énonciations du certificat.

TITRE III

SYSTEME DE DOUBLE CONTROLE
POUR LES CATEGORIES DE PRODUITS SOUMIS
A LIMITES QUANTITATIVES

Section I

Exportation

ARTICLE 6

Les autorités compétentes de la Roumanie délivrent une licence d'exportation pour toutes les expéditions des produits textiles visés à l'annexe II à concurrence des limites quantitatives y relatives et éventuellement modifiées en vertu des articles 4, 11 et 13 de l'accord et des produits textiles soumis aux limites quantitatives définitives ou provisoires établies en application de l'article 7 de l'accord.

ARTICLE 7

1. La licence d'exportation est conforme au modèle qui figure en annexe au présent protocole. Elle doit notamment certifier, que la quantité du produit en cause a été imputée sur la limite quantitative prévue pour la catégorie de produits en cause.
2. Chaque licence d'exportation couvre uniquement une des catégories des produits énumérés à l'annexe II de cet accord. Elle peut être employée pour un ou plusieurs envois des produits en question.
3. En cas d'application du taux de conversion prévu à l'annexe II, la mention suivante doit être insérée dans la case 9 de la licence d'exportation: "Taux de conversion pour vêtement de taille commerciale n'excédant pas 130 cm doit être appliqué."

ARTICLE 8

Les autorités compétentes de la Communauté doivent être informées immédiatement du retrait ou de la modification de toute licence d'exportation déjà délivrée.

ARTICLE 9

1. Les exportations sont à imputer sur les limites quantitatives établies pour l'année au cours de laquelle l'embarquement des marchandises a eu lieu, même si la licence d'exportation est délivrée après l'embarquement.

2. Au sens du paragraphe 1, l'embarquement des marchandises est considéré comme ayant lieu à la date de leur chargement, en vue de leur exportation, sur l'avion, le véhicule ou le bateau.

ARTICLE 10

La présentation d'une licence d'exportation, en application de l'article 12 ci-après, doit être effectuée au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle au cours de laquelle les marchandises couvertes par la licence ont été embarquées.

SECTION II

Importation

ARTICLE 11

Les importations dans la Communauté de produits textiles soumis à une limite quantitative sont subordonnées à la présentation d'une autorisation, ou d'un document d'importation.

ARTICLE 12

1. Les autorités compétentes de la Communauté délivrent automatiquement l'autorisation ou le document d'importation visés ci-dessus dans les cinq jours ouvrables qui suivent la présentation par l'importateur de l'original de la licence d'exportation correspondant.

L'autorisation ou le document d'importation est valable pour une période de six mois.

2. Les autorités compétentes de la Communauté annuleront l'autorisation ou le document d'importation déjà délivré dans le cas où la licence d'exportation correspondante a été retirée.

Toutefois, si les autorités compétentes de la Communauté n'ont été informées du retrait ou de l'annulation de la licence d'exportation qu'après que les produits ont été importés dans la Communauté, les quantités en cause seront imputées sur les limites quantitatives établies pour la catégorie et le quota de l'année en cours.

ARTICLE 13

1. Lorsque les autorités compétentes de la Communauté constatent que le volume total couvert par les licences d'exportation délivrées par la Roumanie pour une certaine catégorie au cours d'une année d'application de l'accord dépasse la limite quantitative pour cette catégorie fixée à l'annexe II et éventuellement modifiée par les articles 4, 11 et 13 de l'accord, ou toutes limites définitives ou provisoires établies en application de l'article 7 de l'accord, lesdites autorités peuvent suspendre la délivrance des autorisations ou des documents d'importation. Dans ce cas, les autorités compétentes de la Communauté en informent immédiatement les autorités roumaines et la procédure de consultation définie à l'article 14 de l'accord est engagée immédiatement.

2. Les autorités compétentes de la Communauté peuvent refuser de délivrer des autorisations ou des documents d'importation pour des produits originaires de Roumanie qui ne sont pas couverts par des licences d'exportation délivrées conformément aux dispositions du présent protocole.

Toutefois, sans préjudice de l'application de l'article 8 de l'accord, si les importations de tels produits sont autorisées dans la Communauté par les autorités compétentes de la Communauté, les quantités en cause ne sont pas à imputer sur les limites quantitatives applicables fixées à l'annexe II ou établies en application de l'article 7 de l'accord sans l'accord exprès de la Roumanie.

TITRE IV

FORME ET PRESENTATION DES CERTIFICATS D'EXPORTATION ET D'ORIGINE ET DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 14

1. La licence d'exportation et le certificat d'origine peuvent comporter des copies supplémentaires dûment désignées comme telles. Ils sont établis en anglais ou en français. S'ils sont établis à la main, ils doivent être remplis à l'encre ou en caractères d'imprimerie.

Le format de ces documents est de 210 x 297 millimètres. Le papier utilisé doit être du papier à lettres encollé ne contenant pas de pâte mécanique et pesant au minimum 25 grammes par mètre carré. Chaque partie est revêtue d'une impression de fond guillochée rendant apparente toutes les falsifications par moyens mécaniques ou chimiques.

Lorsque ces documents comportent plusieurs copies, seulement le feuillet constituant l'original est revêtu d'une impression de fond guillochée. Ce feuillet est revêtu de la mention "original" et les autres copies de la mention "copie". Les autorités communautaires compétentes n'acceptent que l'original aux fins de contrôler l'exportation vers la Communauté sous le régime prévu par le présent accord.

2. Chaque document est revêtu d'un numéro de série standard imprimé ou non, destiné à l'individualiser.

Ce numéro est composé des éléments suivants :

- deux lettres servant à identifier la Roumanie comme suit : RO
- deux lettres servant à identifier le pays de destination comme suit :

BL - Benelux
DE - République Fédérale d'Allemagne
DK - Danemark
ES - Espagne
FR - France
GB - Royaume-Uni
GR - Grèce
IE - Irlande
IT - Italie
PT - Portugal

- un nombre à un chiffre servant à identifier l'année afférente au quota, correspondant au dernier chiffre de l'année d'application de l'accord, par exemple 7 pour 1987.
- un nombre à deux chiffres servant à identifier le bureau d'émission concerné en Roumanie.
- un nombre à cinq chiffres suivant une numérotation continue de 00001 à 99999, attribué au pays de destination.

ARTICLE 15

La licence d'exportation et le certificat d'origine peuvent être délivrés après l'expédition des produits auxquels ils se rapportent. En pareil cas, ils doivent être revêtus de la mention "délivré a posteriori" ou "issued retrospectively".

ARTICLE 16

1. En cas de vol, de perte ou de destruction d'une licence d'exportation ou d'un certificat d'origine, l'exportateur peut réclamer à l'autorité gouvernementale compétente qui les a délivrés un duplicata établi sur la base des documents d'exportation qui sont en sa possession. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de la mention "duplicata".

2. Le duplicata doit reproduire la date de la licence d'exportation ou du certificat d'origine original.

TITRE V

COOPERATION ADMINISTRATIVE

ARTICLE 17

La Communauté et la Roumanie coopèrent étroitement dans la mise en oeuvre des dispositions du présent accord. A cette fin, tout contact et échange de vue (y compris technique) est facilité par les deux parties.

ARTICLE 18

Afin d'assurer l'application correcte du présent accord, la Communauté et la Roumanie se prêtent mutuellement assistance pour contrôler l'authenticité et la véracité des licences d'exportation et des certificats d'origine délivrés ou des déclarations faites aux termes du présent protocole.

ARTICLE 19

La Roumanie transmet à la Commission des Communautés européennes les noms et adresses des autorités gouvernementales compétentes pour délivrer les licences d'exportation et les certificats d'origine, ainsi que des spécimens des empreintes des cachets utilisés par ces autorités. La Roumanie informe la Commission de toute modification intervenue dans ces informations.

Article 20

1. Le contrôle à posteriori des certificats d'origine ou des licences d'exportation est effectué par sondage et chaque fois que les autorités compétentes de la Communauté ont des doutes fondés en ce qui concerne l'authenticité du certificat ou de la licence ou l'exactitude des renseignements relatifs à l'origine réelle des produits en cause.

2. Dans de tels cas, les autorités compétentes au sein de la Communauté renvoient le certificat d'origine ou la licence d'exportation ou une copie de celui-ci à l'autorité gouvernementale compétente de la Roumanie en indiquant, le cas échéant, les motifs de forme ou de fond qui justifient une enquête. Si la facture a été produite, elles joignent au certificat ou à la licence ou à la copie de ceux-ci, la facture ou une copie de celle-ci. Les autorités fournissent également tous les renseignements qui ont pu être obtenus et donnent lieu de supposer que les mentions portées sur ledit certificat ou licence sont inexactes.

3. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables aux contrôles à posteriori des déclarations d'origine visées à l'article 2 du présent protocole.

4. Les résultats des contrôles à posteriori effectués conformément aux paragraphes 1 et 2 sont portés à la connaissance des autorités compétentes de la Communauté au plus tard dans un délai de trois mois. Les informations communiquées indiquent si le certificat, la licence ou la déclaration litigieux se rapportent aux marchandises effectivement exportées et si ces marchandises peuvent être exportées sous le régime établi par le présent accord. A la demande de la Communauté, ces informations comprennent également les copies de toute documentation nécessaire à l'établissement des faits particulièrement pour la détermination de l'origine véritable des marchandises.

Si les vérifications effectuées font apparaître que des irrégularités ont été commises de façon systématique dans l'utilisation des déclarations d'origine, la Communauté peut soumettre les importations des produits en cause aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 du présent protocole.

5. Aux fins des contrôles à posteriori des certificats d'origine ou des licences d'exportation, les copies de ces certificats ainsi que les documents d'exportation qui s'y réfèrent doivent être conservés, au moins pendant trois ans, par l'autorité gouvernementale compétente de la Roumanie.

6. Le recours à la procédure de contrôle par sondage visée au présent article ne doit pas constituer un obstacle à la mise à la consommation des produits en cause.

ARTICLE 21

1. Lorsque la procédure de vérification visée à l'article 20 du Protocole A ou des informations obtenues par la Communauté ou la Roumanie indiquent ou tendent à indiquer que les dispositions de l'accord ont été transgressées, les deux parties coopèrent étroitement et avec la diligence nécessaire afin d'empêcher une telle transgression.

2. A cet effet, la Roumanie entreprend, de sa propre initiative ou à la demande de la Communauté, les enquêtes nécessaires ou prend les dispositions pour que de telles enquêtes puissent être menées sur les opérations pour lesquelles la Communauté considère ou tend à considérer qu'elles transgressent l'accord. La Roumanie communique à la Communauté les résultats des enquêtes susvisées ainsi que les informations susceptibles de permettre d'établir l'origine véritable des marchandises.

3. Par accord entre la Communauté et la Roumanie, des représentants désignés par la Communauté peuvent coopérer sur place avec les services compétents de la Roumanie au sujet des enquêtes visées au paragraphe 2.

4. Dans le cadre de la coopération visée ci-dessus, la Roumanie et la Communauté échangent toute information que l'une ou l'autre partie estime utile à la prévention de la transgression des dispositions du présent accord. Ces échanges peuvent comprendre des renseignements sur la production des produits textiles en Roumanie et le commerce du type de produits couverts par le présent accord entre la Roumanie et d'autres pays, surtout lorsque la Communauté a de sérieux motifs d'estimer que les produits en question pourraient être en transit sur le territoire de la Roumanie avant leur importation dans la Communauté. A la demande de la Communauté, ces informations peuvent inclure des copies de toute documentation appropriée.

5. Lorsqu'il est établi que les dispositions de l'accord ont été transgressées, la Roumanie et la Communauté peuvent convenir de prendre les mesures qui s'avèrent nécessaires à la prévention d'une nouvelle transgression.

1 Exporter name, full address, country Exportateur nom, adresse complete, pays	ORIGINAL	2 No	
5 Consignor name, full address, country Destinataire nom, adresse complete, pays	3 Quota year Année contingentaire	4 Category number Numéro de catégorie	
	CERTIFICATE OF ORIGIN (Textile products) CERTIFICAT D'ORIGINE (Produits textiles)		
8 Place and date of shipment - Means of transport Lieu et date d'embarquement - Moyen de transport	6 Country of origin Pays d'origine	7 Country of destination Pays de destination	
	9 Supplementary details Données supplémentaires		
10 Marks and numbers - Number and kind of packages - DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros - Nombre et nature des colis - DÉSIGNATION DES MARCHANDISES		11 Quantity (*) Quantité (*)	12 FOB Value (*) Valeur FOB (*)
13 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY - VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE I, the undersigned, certify that the goods described above originated in the country shown in box No 6 in accordance with the provisions in force in the European Economic Community. Je soussigné certifie que les marchandises désignées ci-dessus sont originaires du pays figurant dans la case 6 conformément aux dispositions en vigueur dans la Communauté économique européenne.			
14 Competent authority name, full address, country Autorité compétente nom, adresse complete, pays	At A _____ on the _____		

1. The information on the origin of the goods must be provided in the original language of the country of origin of the goods.

ANNEXE AU PROTOCOLE A, Art. 7 (1)

1 Exporter (name, full address, country) L'exportateur (nom, adresse complète, pays)	ORIGINAL	2 No
	3 Quota year Année contingente	4 Category number Numéro de catégorie
5 Consignee (name, full address, country) Destinataire (nom, adresse complète, pays)	EXPORT LICENCE (Textile products)	
	LICENCE D'EXPORTATION (Produits textiles)	
8 Place and date of shipment - Means of transport Lieu et date d'embarquement - Moyen de transport	6 Country of origin Pays d'origine	7 Country of destination Pays de destination
	9 Supplementary details Données supplémentaires	
10 Marks and numbers - Number and kind of packages - DESCRIPTION OF GOODS Marques et numéros - Nombre et nature des colis - DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	11 Quantity (1) Quantité (1)	12 FOB Value (2) Valeur fob (2)
	13 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY - VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE I, the undersigned, certify that the goods described above have been charged against the quantitative limit established for the year shown in box No 3 in respect of the category shown in box No 4 by the provisions regulating trade in textile products with the European Economic Community Je soussigné certifie que les marchandises désignées ci-dessus ont été imputées sur la limite quantitative fixée pour l'année indiquée dans la case 3 pour la catégorie désignée dans la case 4 dans le cadre des dispositions régissant les échanges de produits textiles avec la Communauté économique européenne	
14 Competent authority (name, full address, country) Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)	At - À	on - le
	(Signature)	(Stamp - Cachet)

(1) Show net weight, kg, and also country in the unit prescribed for category where other than net weight - Indiquer le poids net en kilogrammes ainsi que la quantité dans l'unité prévue pour la catégorie si cette unité n'est pas le poids net.
(2) In the absence of the sale contract - Dans le manuscrit du contrat de vente

PROTOCOLE B

1. L'exemption prévue à l'article 3 paragraphe 1 de l'accord, concernant les produits de l'artisanat, ne vise que les produits suivants:

- a) les tissus obtenus sur des métiers actionnés exclusivement à la main ou au pied, et qui soient d'un type fabriqué traditionnellement par l'artisanat de la Roumanie;
- b) les vêtements et autres articles de textiles d'un type relevant du folklore traditionnel de la Roumanie, obtenus à la main, fabriqués traditionnellement par l'artisanat de la Roumanie à partir des tissus visés ci-dessus, et cousus uniquement à la main sans l'aide d'aucune machine.
- c) les produits textiles du folklore traditionnel de la Roumanie fabriqués à la main par l'artisanat de la Roumanie comme définies dans une liste à convenir entre les deux parties

L'exemption n'est accordée qu'aux produits assortis d'un certificat établi par les autorités compétentes de la Roumanie conformément au modèle annexé à ce protocole. Ces certificats doivent indiquer les motifs sur lesquels se fonde l'exemption et seront acceptés par les autorités communautaires compétentes pour autant qu'elles soient convaincues que les produits concernés répondent aux conditions indiquées dans le présent protocole. Au cas où les importations de tout produit parmi ceux visés ci-dessus atteindraient des proportions telles qu'elles causeraient des difficultés à la Communauté, les deux parties engageront des consultations suivant la procédure établie à l'article 14 de l'accord, en vue de parvenir à une solution en ce qui concerne les quantités.

2. Les dispositions des titres IV et V du protocole A seront appliquées mutatis mutandis aux produits visés au paragraphe 1er.

<p>1 Exporter (name, full address, country) Exportateur (nom, adresse complète, pays)</p>	<p>ORIGINAL</p>		<p>2 No</p>
<p>3 Consignee (name, full address, country) Destinataire (nom, adresse complète, pays)</p>	<p>CERTIFICATE in regard to HANDLOOMS, TEXTILE HANDICRAFTS and TRADITIONAL TEXTILE PRODUCTS, OF THE COTTAGE INDUSTRY, issued in conformity with and under the conditions regulating trade in textile products with the European Economic Community</p> <p>CERTIFICAT relatif aux TISSUS TISSÉS SUR MÉTIERS À MAIN, aux PRODUITS TEXTILES FAITS À LA MAIN, et aux PRODUITS TEXTILES RELEVANT DU FOLKLORE TRADITIONNEL, DE FABRICATION ARTISANALE, délivré en conformité avec et sous les conditions régissant les échanges de produits textiles avec la Communauté économique européenne</p>		
<p>6 Place and date of shipment — Means of transport Lieu et date d'embarquement — Moyen de transport</p>	<p>4 Country of origin Pays d'origine</p>	<p>5 Country of destination Pays de destination</p>	
<p>8 Marks and numbers — Number and kind of packages — DESCRIPTION OF GOODS Marques et numeros — Nombre et nature des colis — DESIGNATION DES MARCHANDISES</p>	<p>7 Supplementary details Données supplémentaires</p>		<p>9 Quantity Quantité</p> <p>10 FOB Value (*) Valeur FOB (*)</p>
<p>11 CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY — VISA DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE</p> <p>I, the undersigned, certify that the consignment described above includes only the following textile products of the cottage industry of the country shown in box No 4</p> <p>a) fabrics woven on looms operated solely by hand or foot (handlooms) (*)</p> <p>b) garments or other textile articles obtained manually from the fabrics described under a) and sewn solely by hand without the aid of any machine (handicrafts) (*)</p> <p>c) traditional folklore handicraft textile products made by hand, as defined in the list agreed between the European Economic Community and the country shown in box No 4</p> <p>Je soussigné certifie que l'envoi décrit ci-dessus contient exclusivement les produits textiles suivants relevant de la fabrication artisanale du pays figurant dans la case 4</p> <p>a) tissus tissés sur des métiers actionnés à la main ou au pied (handlooms) (*)</p> <p>b) vêtements ou autres articles textiles obtenus manuellement à partir de tissus décrits sous a) et cousus uniquement à la main sans l'aide d'une machine (handicrafts) (*)</p> <p>c) produits textiles relevant du folklore traditionnel fabriqués à la main, comme définis dans la liste convenue entre la Communauté économique européenne et le pays indiqué dans la case 4</p>			
<p>12 Competent authority (name, full address, country) Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)</p>	<p>At — A</p> <p>(Signature)</p>		<p>on — le</p> <p>(Stamp Eaches)</p>

(*) In the currency of the sale contract — Dans la monnaie du contrat de vente
 (*) Delete as appropriate — Biffer la (les) mention(s) in(s) applicable(s)

PROTOCOLE C

Le taux de croissance annuel des limites quantitatives introduites en vertu de l'article 7 de l'accord est déterminé comme suit:

pour les produits des catégories des groupes II et III, le taux de croissance est fixé d'un commun accord entre les parties dans le cadre de la procédure de consultation établie à l'article 14 de l'accord. Ce taux de croissance ne peut en aucun cas être inférieur au taux le plus élevé dont bénéficient les produits correspondants en vertu des accords bilatéraux conclus dans le cadre de l'arrangement de Genève entre la Communauté et d'autres pays tiers d'un niveau d'échanges égal ou comparable à celui de la Roumanie.

PROTOCOLE D

La Communauté et la Roumanie sont convenues qu'au cas où l'arrangement multifibres est prorogé pour une période allant au-delà du 31 décembre 1990, le présent accord sera prorogé automatiquement d'une année jusqu'au 31 décembre 1991 en conformité avec les termes économiques et techniques de l'accord existant, moyennant les adaptations strictement nécessaires à l'application de l'accord au cours de la cinquième année.

MEMORANDUM CONJOINT

La Communauté économique européenne et la République Socialiste de Roumanie sont convenues que le report des limites quantitatives, pour l'année 1987, de quantités non utilisées en 1986, est autorisé jusqu'à concurrence de 7 % des limites quantitatives correspondantes de 1987. L'utilisation par anticipation d'une partie d'une limite quantitative fixée pour 1987 est autorisée pour chaque catégorie de produits à concurrence de 5 % de la limite quantitative de l'année 1986.

Chef de la délégation de la
République Socialiste de
Roumanie

Chef de la délégation de la
Communauté économique
européenne



AMBASSADE
DE LA
REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

1180 BRUXELLES, LE 18 fevrier 1987
RUE GABRIELLE, 105

L'Ambassade de la République Socialiste de Roumanie présente ses compliments à la Direction des Relations Extérieures de la Commission des Communautés Européennes et a l'honneur de se référer à l'accord sur le commerce de produits textiles entre la République Socialiste de Roumanie et la Communauté économique européenne, paraphé le 11 juillet 1986, ^{ainsi} qu'a la note verbale no.13355 du 23.12.1986.

L'Ambassade de la République Socialiste de Roumanie souhaite informer la Direction Générale des Relations Extérieures que les autorités roumaines sont prêtes à accepter que les dispositions de l'Accord soient appliquées de facto à partir du 1er janvier 1987.

L'Ambassade de la République Socialiste de Roumanie saisit cette occasion pour renouveler à la Direction Générale des Relations Extérieures de la C.E.E. l'assurance de sa très haute considération,



Direction générale
Relations extérieures

NOTE VERBALE

La Direction Générale des Relations Extérieures de la Commission des Communautés Européennes présente ses compliments à l'Ambassade de la République Socialiste de Roumanie et a l'honneur de se référer à l'accord sur le commerce de certains produits textiles paraphé entre la République Socialiste de Roumanie et la Communauté économique européenne paraphé le 11 juillet 1986.

La Direction Générale souhaite informer l'Ambassade qu'en attendant l'accomplissement des procédures nécessaires à la conclusion et à l'entrée en vigueur de l'Accord, la Communauté est prête à accepter que les dispositions de l'Accord soient appliquées de facto à partir du 1er janvier 1987.

La Direction Générale serait reconnaissante si la Roumanie pouvait confirmer son accord sur ce qui précède.

La Direction Générale des Relations Extérieures saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de la République Socialiste de Roumanie l'assurance de sa très haute considération.

Bruxelles, le 23. XII. 1986

Ambassade de la République
Socialiste de Roumanie
105, rue Gabrielle
1080 BRUXELLES



AMBASSADE
DE LA
REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

1180 BRUXELLES, LE 27.03.1987
RUE GABRIELLE, 105

L'Ambassade de la République Socialiste de Roumanie présente ses compliments à la Direction Générale des Relations Extérieures des Communautés Européennes et à l'honneur de se référer à l'Accord entre la Roumanie et la Communauté relatif au commerce des produits textiles paraphé le 11 juillet 1986, à l'Accord sous forme d'Echange de Lettres concernant le commerce de certains produits de lin et de ramie ainsi qu'à la Note verbale no.182 du 09.1.1987.

L'Ambassade a l'honneur d'informer la Direction Générale des Relations Extérieures que les autorités roumaines ont accepté la propositions de la CEE que les limites quantitative reprise à l'Annexe de ladite Note verbale soient appliquées dans l'année 1991. En référence à l'article 13, paragraphe 3, les autorités roumaines acceptent que le pourcentage pour la cinquième année d'application des Accords soit de 16 pour-cent de la quote-part régionale vers laquelle le transfert est opéré.

En acceptant les adaptations proposées pour la cinquième année d'application des Accords les autorités roumaines comprennent aussi que les astérisques correspondants aux catégories textiles 4 et 73 de l'Accord seront appliqués de la même manière pour l'année 1991.

L'Ambassade de la République Socialiste de Roumanie saisit cette occasion pour renouveler à la Direction Générale des Relations Extérieures de la Commission des Communautés Européennes l'assurance de sa très haute considération.

DIRECTION GENERALE DES RELATIONS
EXTERIEURES DE LA COMMISSION DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES



COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

Direction générale
Relations extérieures

NOTE VERBALE

La Direction Générale des Relations Extérieures des Communautés Européennes présente ses compliments à l'Ambassade de la République Socialiste de Roumanie et a l'honneur de se référer à l'Accord entre la Roumanie et la Communauté relatif au commerce des produits textiles paraphé le 11 juillet 1986 et en particulier au Protocole D et à l'Article 13, paragraphe 3 dudit Accord ainsi qu'à l'Accord sous forme d'Echange de Lettres concernant le commerce de certains produits de lin et de ramie.

La Direction Générale a l'honneur d'informer l'Ambassade qu'elle est en mesure de procéder aux adaptations requises pour la cinquième année d'application de ces Accords comme prévues par le dit Protocole. En conséquence, la Direction Générale propose aux autorités de Roumanie que les limites quantitatives reprises à l'Annexe de la présente Note Verbale soient appliquées dans l'année 1991. En référence à l'Article 13, paragraphe 3, la Direction Générale propose que le pourcentage pour la cinquième année d'application des Accords soit de 16 pour-cent de la quote-part régionale vers laquelle le transfert est opéré.

La Direction Générale serait reconnaissante si les autorités de Roumanie pouvaient confirmer leur acceptation des modifications ci-dessus comme convenu lors du paraphe desdits Accords.

Par ailleurs, la Direction Générale souhaite informer l'Ambassade qu'une erreur s'est glissée dans la rédaction de l'Annexe II, concernant les limites régionales fixées pour la catégorie 69. Cette catégorie a été et continue à être exprimée en unités de 1000 pièces, au lieu de tonnes. Par conséquent, la Direction Générale propose aux autorités roumaines que l'unité pour cette catégorie soit modifiée de facto et que cette modification soit incorporée dans la version finale de l'Accord à signer.

La Direction Générale des Relations Extérieures de la Commission des Communautés Européennes saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de la République Socialiste de Roumanie l'assurance de sa très haute considération.

Bruxelles,

09. I. 1987

Ambassade de la République Socialiste de Roumanie
Rue Gabrielle 105

ANNEXE

ROUMANIE

LIMITES QUANTITATIVES POUR 1991 : CEE

<u>Catégorie</u>	<u>Unité</u>	<u>Limite quantitative</u> <u>CEE</u>
1	tonnes	1.088
2	"	4.418
2A	"	2.714
3	"	1.328
4	1000 pièces	19.578
5	"	12.528
6	"	4.835
7	"	791
8	"	6.884
12	1000 paires	39.028
13	1000 pièces	17.362
14	"	978
15	"	1.488
16	"	2.065
17	"	1.102
20	tonnes	997
24	1000 pièces	6.870
26	"	1.013
36	tonnes	519
37	"	3.941
41	"	4.112
55	"	15.368
58	"	811
68	"	702
73	1000 pièces	1.515
78	tonnes	352
99	"	877
117	"	1.061
118	"	559

LIMITES QUANTITATIVES REGIONALES POUR 1991

<u>Catégorie</u>	<u>Unité</u>	<u>Etat</u> <u>Membre</u>	<u>Limite quantitative</u>
18	tonnes	BNL	244
21	1000 pièces	I	1.010
28	"	BNL	231
	"	UK	182
29	1000 pièces	F	101
	"	I	101
39	tonnes	F	156
	"	I	521
69	1000 pièces	F	583
	"	BNL	576
91	tonnes	F	568 ⁽¹⁾

(1) Sous plafond de 20 % pour bâches de coton